

Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité

Semaine du 23 au 29 septembre 2019

édito :

faire de la politique à l'entreprise

articles :

RELAXE DES DÉCROCHEURS

**une décision courageuse d'un juge
indépendant**

LE MARCHÉ DES INTERCITÉS

ATTRIBUÉ AU GROUPE ESPAGNOL CAF

il faut protéger notre production intérieure

BRIGITTE MACRON ET LVMH À L'ÉCOLE

non à la charité, oui à la République

Faire de la politique à l'entreprise

Les communistes ont décidé lors de leur dernier congrès de relancer leur activité à l'entreprise et sur les lieux de travail. Et pour cause ! Les ordonnances Macron sont venues prolonger un cycle de 4 réformes (ANI en 2013, lois Macron et Rebsamen en 2015, Loi El Khomri en 2016) et affaiblir tout ce qui encadre la vie au travail de 17 millions de salariés de droit privé... jusqu'aux instances de décisions elles même avec les nouveaux CSE (Comité social et économique) remplaçant le CE (Comité d'entreprise) et les CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail). Et c'est une réforme toute aussi néfaste qui a été publiée au cœur de l'été concernant la fonction publique. Pendant ce temps, le pays est frappé par une nouvelle vague de déstructuration du tissu industriel national. Face à cette offensive d'ampleur contre les droits des travailleurs, à la veille d'une réforme visant à en finir avec la retraite par répartition, nous voulons résister et construire avec le monde du travail la riposte nécessaire. C'est tout le sens du « tour de France des entreprises » entamé par le secrétaire national du PCF. Débuté cet été à General Electric/Belfort, le député communiste s'est ensuite rendu à la centrale thermique de Gardanne que le gouvernement veut fermer sans même expérimenter le projet de transition écologique porté par les salariés et leurs syndicats. A la veille de la rentrée, c'est avec tout le tissu économique mis en difficulté par la fermeture de la ligne de fret ferroviaire Perpignan-Rungis et son train primeur qui a reçu la visite d'une délégation d'élus communistes et de syndicalistes cheminots. Une douzaine d'autres déplacements sont prévus, dans le Sud-Ouest, le Nord ou l'Est, à la rencontre des ouvriers de Getrag, sur le site industriel où l'usine Ford de Blanquefort a fermé, de ceux de Bridgestone dans le Pas de Calais, des Pont-à-Mousson en Lorraine, ou encore d'une coopérative agricole auvergnate.

Oui, nous voulons nous confronter au travail dans tous ses états en partant à la rencontre des salarié.e.s dans leurs entreprises pour se confronter à la réalité de vie des quelques 27 millions d'actifs occupés que compte le pays. D'autant que les grands gains de productivités commencés dans les années 80 et prolongés par la révolution informationnelle comme les externalisations, l'explosion de la sous-traitance, l'ubérisation ont profondément changé la nature du travail comme sa perception par les salariés eux-mêmes.

A droite comme à gauche, beaucoup ont théorisé l'idée selon laquelle l'entreprise ne serait plus un lieu de socialisation politique. Nous pensons exactement l'inverse. « *Lieu de pouvoir sur l'économie, la société et la vie quotidienne, c'est aussi un lieu où le patronat peut imposer ses idées. Un lieu où se forge un vécu d'expériences et des mentalités sur lesquelles peuvent s'imposer les idées dominantes comme se construire une conscience de classe.* » énonce le texte adopté au 38^e congrès. Sans rester inactifs, malgré une implantation persistante de structures de proximité à l'entreprise ou encore des réseaux rassemblant des communistes d'un même secteur d'activité, avec des productions théoriques importantes dans nos revues, de nombreux communistes estiment que notre action est à ce jour insuffisante. Pour avancer, le conseil national du 12 octobre organisera une part importante de ses travaux au travail et à l'activité à l'entreprise. En agissant sur deux leviers : l'analyse et l'élaboration de propositions à la hauteur de la réalité du travail au XXI^e siècle comme l'état des lieux structurel de notre implantation à l'entreprise et son renforcement. Bien sûr, il ne suffira pas d'une réunion place du Colonel-Fabien pour répondre à des enjeux considérables. Notre objectif est d'engager un travail de reconquête au long cours. Il s'appuiera sur le tour de France des entreprises du secrétaire national, sur la grande bataille qui s'ouvre avec la réforme des retraites, sur la participation au débat du plus grand nombre de communistes, sur des auditions de scientifiques, d'intellectuels, de

syndicalistes. Il pourra, enfin, marquer une étape importante avec une convention nationale à l'automne 2020 sur les entreprises et les lieux de travail

≥

RELAXE DES DÉCROCHEURS

une décision courageuse d'un juge indépendant

En février dernier, 11 militants écologistes ont décroché le portrait présidentiel dans la mairie du 2^e arrondissement de Lyon.

Ils entendaient dénoncer le non respect de ses engagements par le gouvernement, face à la menace du changement climatique.

Le maire a porté plainte pour vol et deux jeunes comparaissaient pour répondre de ce délit.

A l'audience du 2 septembre, le Procureur avait requis

contre eux une condamnation à 500 euros d'amende.

Dans le jugement du 16 septembre, le tribunal a cependant prononcé une relaxe « au bénéfice de l'état de nécessité et pour motif légitime ».

Le PCF salue la motivation innovante du tribunal et se réjouit de cette victoire du combat écologique face aux carences de l'État constatés par le Tribunal.

Le PCF considère que cette belle décision légitime le principe de la désobéissance civique non violente pour mener de justes combats lorsqu'il est le substitut nécessaire du dialogue impraticable entre le président de la République et le peuple ≥

LE MARCHE DES INTERCITES ATTRIBUE
AU GROUPE ESPAGNOL CAF

**il faut protéger
notre production intérieure**

L'État et la SNCF viennent de désigner le groupe espagnol CAF comme attributaire pressenti du marché des nouveaux trains Intercités, d'un montant de 700 millions d'euros.

C'est un nouveau coup dur porté à notre filière ferroviaire, après les menaces qui pèsent sur le train des primeurs Perpignan-Rungis.

Quand nos voisins prévoient des dispositions pour protéger leur production intérieure, la France, elle,

continue d'ouvrir ses marchés à tous les vents.

L'excellence de la filière ferroviaire française pour la réalisation des bogies, coffres de traction et véhicules, de la chaudronnerie au garnissage, est reconnue dans le monde entier.

Elle mérite d'être valorisée partout et particulièrement lorsqu'il s'agit, comme pour ce contrat, de matériels destinés à circuler sur notre territoire, financé par de l'argent public, celui des contribuables français.

Fabien Roussel
secrétaire national du PCF
et député du Nord

BRIGITTE MACRON ET LVMH A L'ECOLE

non à la charité oui à la République

Un patrimoine augmenté de quelque 35 milliards de dollars et une place de deuxième fortune mondiale, ça vaut bien un petit renvoi d'ascenseur.

L'enseignante Brigitte Macron veut reprendre du service auprès des « grands décrocheurs scolaires » ? Qu'à cela ne tienne, l'ami Bernard Arnault et son groupe LVMH sont là pour financer un projet d'établissement privé tout droit sorti de la « start-up nation ».

Implanté à Clichy-sous-Bois en Seine-Saint-Denis et à Valence dans la Drôme, le « Live » propose non pas un programme mais un « challenge » à 53 adultes sans emploi, âgés de 25 à 48 ans : suivre 35 heures d'atelier par semaine, avec à la clé, si l'assiduité est au rendez-vous, une prime de 1000 euros.

Des cours contre de l'argent, bienvenue dans le nouveau monde ! Celui qui prévoit un enseignement voulu par le prince, financé par des ultra-riches et agrémenté de quelques pièces jetées au fil d'une action de patronage.

Mais aux gestes de bienfaisance, nous préférons la République de l'égalité des droits et de la solidarité pour tous. Départements en souffrance, injustement sous-administrés, la Seine-Saint-Denis, la Drôme et leurs habitants ne réclament sûrement pas la charité. Ils exigent des moyens suffisants pour vivre dignement de leur travail et des services publics pour tous. Et c'est à l'État de remplir ce devoir, pas à quelques nantis qui sauront toujours faire payer la note au monarque.

La République, rien que la République, voilà ce que nous voulons. Et surtout pas la charité.

Fabien Roussel